



Comité pour l'interculturalité¹

Résistance de femmes en centre fermés

Anaïs Carton²

Le 7 mai 2019, le centre fermé pour femmes de Holsbeek est inauguré aux alentours de Leuven, par les ministres Maggie de Block et Koen Geens. Il s'agit de mettre en œuvre l'Accord de gouvernement fédéral du 9 octobre 2014 qui entend « (...) poursuivre l'humanisation des centres fermés à l'égard des groupes cibles vulnérables (...) ».

Sous couvert d'une politique d'« humanisation » plus juste et attentive à la situation des femmes, cette mesure semble occulter les rapports de pouvoir, particulièrement de genre, et contribue à rendre acceptable la criminalisation des personnes migrantes. Andrew Crosby, chercheur en sociologie, a montré comment les acteurs qui mettent en œuvre la politique migratoire ont dû, pour mieux la gérer, « humaniser » les conditions de l'enfermement parce qu'elles devenaient difficiles pour les travailleurs des centres fermés. La séparation des sexes a alors été présentée comme une des améliorations à mettre en œuvre afin de protéger un public vulnérable, les femmes.

Une prétendue « gestion plus humaine » ?

La détention dite « administrative » existe en Belgique depuis la création du premier centre fermé en 1988. Ces centres naissent dans le contexte de resserrement sécuritaire des politiques migratoires, à la suite de la fermeture des frontières en Europe, à la fin des années 1970. Dans ces centres de détention, gérés par l'*Office des étrangers*, sont reléguées des personnes étrangères dont le seul motif à leur incarcération est de ne pas avoir de documents légaux pour séjourner en Belgique. Elles y sont détenues, des jours voire des mois, dans l'attente que leur demande d'asile soit traitée.

Jusqu'en 1995, les femmes et les hommes étaient détenu.e.s au centre fermé le 127 et au Caricole, près de Zaventem. En 1995, le centre fermé de Bruges ouvre ses portes et est le seul de ces établissements qui comprend alors une aile exclusivement destinée aux femmes. Déjà à cette époque, les personnes migrantes continuent de pénétrer légalement ou illégalement sur le territoire et ce mouvement s'accompagne de nouveaux enjeux en Belgique, dont celui de la féminisation des migrations. En 2018, 1/5 des détenu.e.s en centre fermé étaient des femmes. C'est dans ce contexte

¹ Bamko-Cran est une association dirigée par des femmes afrodescendantes vivant en Belgique. Elles abordent des sujets liés au genre et au racisme. Plus d'informations sur www.bamko.org

² Volontaire Bamko

que le centre pour femmes de Holsbeek est inauguré en mai 2019. Avec Anvers et Jumet, c'est le troisième centre prévu par le masterplan « Centres fermés pour les personnes en séjour illégal » qui a été approuvé par le Conseil des ministres en mai 2017 et qui prévoit de doubler la capacité de rétention du pays en 2022.

Situé dans un ancien hôtel *low cost* situé au fond d'un zoning industriel, ce centre enferme actuellement une trentaine de femmes. Comme tous les centres fermés, le centre de Holsbeek est conçu pour opérer une ségrégation spatiale. Loin des grandes villes, isolé, le centre est difficile d'accès. Dans une attente interminable et sous la menace d'être expulsées, les femmes y vivent au rythme de l'univers carcéral. La dimension carcérale de ces centres a été maintes fois dénoncées par des associations, alertant sur certaines problématiques telles que les difficultés d'accès à des soins indépendants et de qualité, l'impact médical et psychologique de la détention ou encore la question des pressions et des violences vécues en détention. Le régime disciplinaire, sécuritaire et occupationnel qui accompagne ce discours d'« humanisation » ne diminue pas la précarité et la vulnérabilité des femmes migrantes. En effet, de récents témoignages qui parviennent du centre fermé de Holsbeek indiquent que les conditions de détention ne se sont pas améliorées du fait de la non-mixité du centre fermé.

C'est ainsi qu'une femme incarcérée à Holsbeek explique à un collectif qui lutte contre les centres fermés, s'être automutilée il y a peu de temps, pour déjouer un risque d'expulsion. En novembre 2019, une autre femme a porté plaintes pour coups, blessures, insultes racistes et menaces lors de tentatives d'expulsion auxquelles elle a résisté. Elle a finalement été expulsée quelques semaines après, avant même que sa plainte n'ait été traitée par le parquet compétent. Elle témoigne après une de ses tentatives d'expulsion :

« Ils veulent m'injecter. Parce qu'ils m'ont dit que j'étais très forte, ils m'ont promis que la semaine prochaine ils me mettraient dans un vol et qu'ils me feraient une injection pour me rendre faible et dormir. C'est ce qu'ils font à tout le monde au centre. Et ils t'emmènent à l'aéroport. La première fois ils te ramènent. Ils te prennent la deuxième fois et te ramènent. La troisième fois ils doivent t'injecter. Et j'ai tellement peur ».

X, Centre fermé de Holsbeek, 2019.

Dans cette perspective, il semblerait que l'«humanisation» relève plutôt d'un discours officiel voué à l'opinion publique, que d'une vraie philosophie de gestion des centres. On peut craindre qu'en ayant porté une « attention » à un public cible, les femmes, le gouvernement désamorce les critiques à venir et referme les débats autour de l'existence même des centres fermés.

Entre les murs, les dominations se rejouent

La féminisation des migrations modifie la place du genre entre les murs. C'est ainsi que les pouvoirs publics repensent l'organisation des centres fermés. Seulement, tout comme la prison, le centre fermé est un espace où s'intensifient les oppressions du dehors, comme le faisait remarquer l'association Genepi Belgique. Les femmes subissent dans les centres fermés les oppressions de genre qu'elles subissent dehors. C'est-à-dire des violences physiques et invisibles liées aux rôles assignés en fonction du sexe. C'est ce que la sociologue Natacha Chetcuti-Osorovitz appelle le 'continuum de violence subies' qui structure le parcours des femmes détenues dans des milieux carcéraux.

Dans les centres fermés, les femmes, minorisées du fait de leur infériorité numérique, y sont d'autant plus invisibilisées. Elles y subissent des violences de genre spécifiques et exacerbées (accès réduit aux services sanitaires, isolement social accru par rapport aux hommes,...). Comme l'explique bien Gwenola Ricordeau, professeure assistante en justice criminelle, « *Lorsque les femmes purgent une*

peine, à longueur de peine et conditions de détention égales aux hommes, leur bien-être, leur état de santé sont bien plus affectés que ceux des hommes. C'est lié au fait que les liens sociaux des femmes se détériorent beaucoup plus que ceux des hommes et qu'elles bénéficient de moins de soutien social ». Par ailleurs, selon la sociologue Corinne Rostaing, la séparation des sexes tend à produire des « organisations genrées », c'est-à-dire non neutres du point de vue des identités sexuées, s'appuyant sur des conceptions codifiées du masculin et du féminin, qu'elles contribuent ainsi à reproduire. Les milieux fermés pour femme fabriquent des entre-soi féminin particulièrement isolé.

Finalement, malgré des transformations présentées comme « plus humaines » par les autorités, le système de détention dans les centres fermés perpétue les codes dominants, dans l'intime et dans ce qui touche à la sphère publique, là où les femmes et toutes les personnes qui se reconnaissent comme femmes sont invisibilisées à l'intérieur de ces lieux de détention. Là où les personnes racisées et celles issues des milieux populaires sont exclusivement représentées parmi les personnes détenues. Pour les femmes sans papiers en centre fermé, la peine est donc double : parce qu'elles sont migrantes et parce qu'elles sont femmes. Il n'est pas inutile de rappeler ici que certaines femmes ont un parcours migratoire dont les étapes successives ont déjà été marquées par diverses violences basées sur le genre.

Ce détour permet de mieux comprendre la situation des femmes détenues : l'incarcération, pour la majorité d'entre-elles, constitue une expérience hors normes, en même temps qu'elle cristallise un certain rapport social de sexe.

Résistances et détournements

Trop souvent présentées uniquement comme victimes, les femmes sont aussi et tout d'abord des résistantes. Dans les centres fermés, elles parviennent à détourner la surveillance des gardiens, dont leur principale mission consiste à les préparer à leur rapatriement. On se rappellera de Semira Adamu. Semira est arrivée en Belgique en mars 1998 alors qu'elle avait 20 ans et fuyait le Nigéria où elle devait être mariée de force à un homme âgé de plus de 60 ans et déjà marié. Arrêtée et placée au centre fermé 127 bis dès son arrivée en Belgique, elle a passé 6 mois dans ce centre à alerter des tentatives d'expulsion, à y dénoncer les conditions de détention. A la sixième tentative d'expulsion, elle mourra étouffée sous un coussin par les policiers belges, dans l'avion qui devait la renvoyer à Lomé, au Togo.

A l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre, et en commémoration de la mort de Semira Adamu, des militantes ont organisé une visite surprise au centre fermé de Holsbeek pour leur signifier leur soutien. Faisant le choix de la non-mixité comme stratégie de lutte collective, ces militantes opèrent une convergence entre les luttes féministes et les luttes pour l'abolition des centres fermés. Ce moment fut l'occasion d'échanges entre les manifestantes et les femmes détenues au centre, à travers les hauts grillages de sécurité. En contact avec les soutiens extérieurs, plusieurs d'entre-elles sont revenues sur les conditions de leur détention et les luttes qu'elles mènent depuis l'intérieur de ces murs. Comme l'exprimait une femme le 24 novembre, depuis sa fenêtre ouverte :

« Il y a des violences policières à l'aéroport. Des femmes étouffées. Des femmes à qui on arrache le voile parce qu'elles sont musulmanes. Des femmes à qui on arrache leur soutien parce qu'elles sont femmes. Et on les étouffe. On s'assoit sur leur tête et leur nuque. C'est pas normal ».

X, Centre fermé de Holsbeek, 2019.

Ces femmes incarcérées démontrent, par leur cris et leur récits, leur volonté de ne plus être des sujets passifs de traitement. Si, pour certaines, elles réclament le respect du personnel qu'elles jugent insuffisant, d'autres réclament le statut de « victime » (d'un système judiciaire et patriarcal injuste) afin de mieux dénoncer le caractère inhumain de la détention. Finalement, quelques soient les stratégies adaptées individuellement, on voit se consolider des formes de solidarité entre femmes, une forme de résistance collective qui les lie au-delà des histoires individuelles.

Au-delà de l'invisibilisation des femmes

Nous venons de voir que le gouvernement se justifie de prendre des mesures carcérales pour des publics « vulnérables », en l'occurrence les femmes, au nom d'une prétendue politique humaine. Il perpétue par là un système policier qui présente les personnes migrantes comme la menace légitimant tout nouveau dispositif de pouvoir. Nous avons également constaté que le contrôle social réservé aux femmes se rejoue au sein des centres fermés. Dans cette perspective, nous pouvons considérer que ces derniers ne sont pas une institution à part, autonome, mais qu'ils s'inscrivent dans un système général qui tend à reproduire et rendre imperceptible les inégalités raciales, sociales et de genre. Cela n'empêche pas ces femmes, privées de liberté depuis parfois plusieurs mois, de résister jours après jours aux violences institutionnelles et au racisme d'Etat, dans l'invisibilité la plus totale.

Pour conclure, nous souhaitons mettre en évidence que la manière dont se traduit cette invisibilité des femmes en centre fermé peut s'analyser au vu des processus d'invisibilisation dans le champ scientifique.

Comme l'expose Corinne Rostaing, il y a très peu de travaux consacrés aux femmes dans les milieux carcéraux. Cela s'explique selon elle, notamment, par le phénomène de l'*androcentrisme*, selon lequel la supériorité numérique des hommes détenus, priorise l'étude du cas général au détriment du particulier : « *Les femmes, considérées comme des cas à part et peu représentatifs, sont oubliées des recherches sur les milieux carcéraux* ». Et, comme l'explique Angela Davis, « *Il est certes vital de s'intéresser aux problèmes spécifiques des prisons pour femmes, mais il est surtout indispensable de modifier notre regard sur le système carcéral dans son ensemble. Certes, les pratiques carcérales sont genrées dans les prisons pour femmes, mais elles le sont aussi dans les prisons pour hommes* ». Ainsi, ce n'est pas davantage le fonctionnement des centres fermés que nous cherchons à questionner ici, mais leur existence même que nous condamnons.

Références:

- Gwenola Ricordeau (2019). *Pour elles toutes. Femmes contre la prison*, Montréal, Lux, coll. « Lettres libres », 240 p.
- Corinne Rostaing (2017). « La non mixité des établissements pénitentiaires et ses effets sur les conceptions de genre : une approche sociologique » dans Heullant-Donat I., Claustre J.,

Lusset E., Bretschneider F., *Enfermements III. Le genre enfermé. Hommes et femmes en milieux clos* (XIIIe-XXe siècle), la Sorbonne, p.3.

- **Mathieu Bietlot (2009).** *L'horizon fermé, Migrations, démocratie ou barbelés*, Ed. **Espace de Libertés**, 88 p.
- Angela Davis (2003). *Are prisons obsolete?*, Seven Stories Press, 123 p.
- *Eclats de liberté. La lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé pour clandestins à Steenokerzeel Belgique, 2009-2010*. Editions Tumult

Quelques mots sur l'auteur :

Anaïs Carton est politologue de formation. Elle travaille actuellement au Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI). C'est à la question, éminemment politique, de l'enfermement des personnes migrantes qu'elle consacre une partie essentielle de son travail militant. Après un premier documentaire radiophonique réalisé en 2016 sur la communauté alévie à Bruxelles, elle co-réalise actuellement un documentaire sur les centres fermés en Belgique.

Pour citer cet article : Carton A. (20.12. 2019) « Résistance de femmes en centres fermés », Analyse n°8, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.